



Communiqué de presse du 20 juin 2016

Appel au Premier ministre pour sauver la médecine scolaire

Monsieur le Premier ministre, le SNMSU-UNSA Éducation vous interpelle sur la médecine scolaire.

En 2015, votre gouvernement a décidé d'engager une évaluation de la politique de santé à l'école dans le cadre de la modernisation de l'action publique. Le secrétariat général de la modernisation de l'action publique se veut être la cheville ouvrière de la réforme de l'État, le lieu d'expertise et d'excellence en matière de transformation des politiques publiques et des administrations. Un rapport a été rendu avec des constats et des préconisations, mais sa publication, initialement prévue en février 2016, est différée de mois en mois. Son contenu semble déranger l'administration de l'Éducation nationale.

Réaffirmer que la médecine scolaire est une plus value pour les élèves et un levier incontournable pour une politique de santé de l'enfant et l'adolescent à l'école, est-ce blasphématoire ?

S'interroger sur des solutions pour une meilleure efficacité de l'action des professionnels de santé à l'école, est-ce si dérangeant pour nos dirigeants ?

Préconiser enfin un alignement du statut des médecins de l'Éducation nationale sur celui des autres corps équivalents ne relève-t-il pas simplement du respect d'un métier et de sa survie ?

Réorienter les stratégies et la gouvernance de la politique de santé à l'école en plaçant la santé non pas comme une verrue, mais comme un parcours à décliner dans la transversalité, est-ce une gageure ?

Les médecins de l'Éducation nationale ont montré leur engagement pour répondre aux besoins de santé des élèves. Mais avec moins de 1000 médecins pour 12 millions d'élèves, cela devient mission impossible. Le SNMSU-UNSA Éducation alerte depuis des années sur leur situation qui ne cesse de se dégrader : augmentation des secteurs d'intervention, rémunération très inférieure à celle des autres médecins, tous modes d'exercice confondus, mais aussi à celle des catégories A de la Fonction publique.

Après l'annonce de quelques mesures de revalorisation en novembre 2015, le ministère a fait marche arrière pour certaines et continue de différer le calendrier pour les autres. La ministre de l'Éducation nationale, Mme Najat Vallaud-Belkacem, se mure depuis dans le silence. Quant à sa conseillère santé, Mme Naves, elle s'enorgueillit « d'une situation de plus en plus favorable » !

Il est aujourd'hui inconcevable de poursuivre cette mascarade de dialogue social. La médecine scolaire se meurt.

Le SNMSU-UNSA Éducation exige donc la publication immédiate du rapport sur l'évaluation de la médecine scolaire et la mise en place de ses préconisations, en particulier celles concernant les revalorisations indemnitaire et statutaire des médecins de l'Éducation nationale.

Le Premier ministre, la Ministre de l'Éducation nationale, le gouvernement socialiste de François Hollande souhaitent-ils vraiment maintenir une médecine scolaire ou alors sont-ils prêts à assumer la responsabilité de sa disparition ?